

L'approche des 8 pourcent : un Big Bang pour l'économie et la défense européenne.

By **Ismail Abdi, Andrea Dugo, Fredrik Erixon** and **Lauri Tähtinen**

EXECUTIVE SUMMARY

L'Europe est devenue une région aux performances économiques médiocres et à la fragilité militaire inquiétante. Sa part dans l'économie mondiale diminue rapidement, et elle peine à suivre le rythme des économies les plus avancées technologiquement. Depuis des décennies, les pays de l'Union européenne évoquent l'importance d'augmenter les dépenses de recherche et développement (R&D) et créer un environnement propice à un secteur entrepreneurial dynamique fondé sur l'innovation. Pourtant, les résultats sont décevants. Les dépenses de R&D, en proportion du PIB, stagnent, tandis que l'investissement des entreprises et les flux d'Investissements Directs Étrangers (IDE) se sont effondrés. Le taux de création des entreprises et leur croissance sont faibles, notamment en raison d'une réglementation excessive. La croissance de la productivité poursuit son déclin amorcé depuis plusieurs décennies, et l'UE est de plus en plus à la traîne des leaders internationaux.

Heureusement, l'Europe commence à sortir de sa léthargie stratégique. Les dépenses de défense augmentent à un rythme inédit ces dernières décennies - et certains pays, comme la Pologne, deviennent des puissances crédibles. Cependant, les capacités militaires européennes restent globalement insuffisantes. L'Europe doit reconstruire un socle de capacités conventionnelles au moment même où la modernisation de la défense exige des ressources considérables et une concentration stratégique. Certes, la Russie est embourbée dans sa guerre contre l'Ukraine, mais elle reconstitue rapidement son potentiel militaire, avec le soutien croissant de pays hostiles à l'ordre libéral international. De nombreux États européens membres de l'OTAN atteignent désormais l'objectif de 2 % du PIB consacré à la défense, mais ils doivent aller bien au-delà pour acquérir les moyens nécessaires à leur propre protection et à la défense de leurs intérêts.

L'Europe traverse un moment stratégique périlleux, et ses dirigeants doivent prendre conscience de l'urgence d'un changement radical. L'UE a besoin d'un véritable « Big Bang » dans l'allocation de ses ressources à la R&D et à la défense. Les dépenses européennes en R&D restent bien en deçà de celles d'autres régions comparables, privant ainsi l'économie de perspectives de croissance à long terme. Après des décennies de sous-investissement dans la défense, l'Europe doit massivement augmenter ses budgets militaires pour se doter des capacités indispensables à la préservation de son modèle et de l'ordre international dont elle bénéficie. Dans ces deux domaines, l'Europe doit rompre avec sa mentalité d'incrémentalisme dans l'allocation des

ressources, en offrant trop peu et trop tard, par appréhension face à l'engagement et à la dépense. Une telle perspective est vouée à l'échec. Pour peser sur l'avenir, l'Europe a besoin d'un Big Bang.

Quel niveau de dépenses l'Europe devrait-elle consacrer à la R&D et à la défense ? Il n'existe pas de réponse unique, mais certaines orientations sont manifestement erronées. Le principe fondamental veut que les dépenses de R&D doivent être d'un niveau et d'une nature permettant de se positionner à la frontière mondiale du savoir et de l'innovation technologique. Cela suppose des investissements publics adéquats, mais aussi un secteur privé en mesure d'être leader dans les domaines clés de la technologie.

Sur le plan militaire, les gouvernements doivent investir autant que nécessaire pour assurer la sécurité de leurs territoires, soutenir leurs alliés et, idéalement éviter que ces efforts ne deviennent nécessaires en dissuadant toute menace. Cela implique de dissuader les adversaires et les agresseurs d'adopter un comportement hostile ou opportuniste. Or, l'Europe est encore loin du compte : non seulement les ressources allouées sont insuffisantes, mais même lorsque les politiques vont dans la bonne direction, elle reste prisonnière d'une logique de changement progressifs. À ce rythme, les défis à relever ne cesseront de s'éloigner.

C'est pourquoi nous appelons notre Big Bang la «stratégie des 8%» : les ressources collectives de l'Europe pour la R&D et la défense devraient désormais atteindre 8 % du PIB, soit 4 % du PIB pour la R&D et 4% pour la défense. En termes nominaux, cela représenterait 720 milliards d'euros pour la R&D et 720 milliards d'euros pour la défense au niveau de l'UE. Aujourd'hui, les dépenses réelles (données de 2023) sont de 405 milliards d'euros pour la R&D et à 340 milliards d'euros pour la défense. Pour atteindre le Big Bang de 8 %, les pays de l'UE doivent donc augmenter leurs investissements de 695 milliards d'euros, soit 315 milliards supplémentaires pour la R&D et 380 milliards supplémentaires pour la défense.

L'Europe doit renforcer sa capacité à influencer son environnement régional et contribuer aux grands équilibres internationaux. Si de nouveaux investissements ouvrent des perspectives inédites, ils doivent s'accompagner de nombreuses réformes pour maximiser leur efficacité. Cela passe par une amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne de défense, qui souffre d'un morcellement excessif et de l'héritage du modèle des "champions nationaux" peu performants. Par ailleurs, le rôle croissant des technologies civiles et de la science des données sur le champ de bataille impose à Bruxelles et aux autres capitales européennes de favoriser un écosystème propice à l'innovation et à l'expérimentation technologique.

Cependant, face à la remise en cause de l'ordre libéral qui a tant profité à l'Europe, il serait dangereux d'adopter une mentalité de repli sur soi, où les ressources seraient exclusivement allouées à la défense du continent - ou pire. à celle des seuls Etats membres individuellement. Le renforcement des alliances et partenariats internationaux est une nécessité stratégique. Il s'agit notamment de repenser l'équilibre entre compétition et coopération avec les Etats-Unis dans différents domaines. Toutefois, il ne suffira pas de gérer les relations transatlantiques : une nouvelle stratégie internationale doit inclure un approfondissement des relations avec d'autres régions, au premier rang desquelles l'Indo-Pacifique.